



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*La Secrétaire d'Etat*

---

**Journée d'hommage national aux combattants de la guerre  
d'Algérie**

**18 octobre 2022**

Patricia MIRALLES, Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées,  
chargée des anciens combattants et de la mémoire

*- Seul le prononcé fait foi -*

La guerre d'Algérie a été celle de toute une génération. La dernière génération à avoir vécu la mobilisation dans l'histoire de notre pays ; la dernière à avoir combattu sur ce qui était à l'époque notre territoire national.

La France a envoyé presque un million et demi de jeunes gens se battre pour elle en Algérie entre 1954 et 1962. Plus de vingt-trois mille d'entre eux y ont trouvé la mort et plus de soixante-mille ont été blessés, dans un conflit qu'une majorité de l'opinion publique française a très vite désapprouvé. Nos soldats se sont retrouvés au cœur de ces contradictions.

Face à la violence des affrontements sur le sol algérien, à la cruauté des attentats en Algérie comme en métropole, aux questions de plus en plus vives sur la légitimité de cette guerre et de certaines de ses méthodes, l'armée, comme la société française, a été traversé par des déchirements.

L'honneur de l'armée française fut que l'immense majorité de ses hommes refusa de violer ses valeurs et ses principes.

A de nombreuses occasions, le Président de la République a affirmé sa conviction qu'il nous fallait « *regarder l'Histoire en face* ». Le faire avec la guerre d'Algérie signifie nous souvenir que des centaines de milliers de militaires, pourtant confrontés à la violence aveugle du terrorisme et aux tensions extrêmes du moment, n'ont jamais commis ni approuvé des actes qui ne respectaient ni nos lois ni notre morale.

Cela signifie aussi reconnaître que certains ont pratiqué la torture et les exécutions sommaires, considérant que la fin justifiait les moyens.

Ces dérives, chose exceptionnelle, ont même incité des officiers à prendre publiquement position pour condamner ces exactions. Dès 1957, le général Jacques Pâris de la Bollardière, compagnon

de la Libération et responsable pendant la guerre d'Algérie du secteur Est de l'Atlas blidéen, dénonçait haut et fort *« l'effroyable danger qu'il y aurait à perdre de vue, sous le prétexte fallacieux d'efficacité immédiate, les valeurs morales qui seules ont fait jusqu'à présent la grandeur de notre civilisation et de notre armée »*.

Pour les appelés peut-être encore plus que pour les militaires d'active, ce conflit fut un plongeon d'un monde à l'autre. Ils découvraient à la fois l'horreur des attentats et la fraternité d'arme, le saisissement de voir un camarade tomber à leurs côtés pendant un accrochage et la solidarité au bivouac le soir, au fond d'un oued asséché.

Officiellement, ce n'est pas une guerre qu'ils vivent. La terminologie officielle affirme à l'époque qu'il s'agit d'opérations de maintien de l'ordre. Lorsque ces jeunes appelés se heurtent à la vérité des combats, il est difficile pour eux de la raconter. Bien souvent aussi, les familles refusent d'entendre les réalités trop cruelles dont certains essayent de témoigner. A l'aurore de leur vie d'adulte, beaucoup de jeunes soldats se réfugient dans le silence.

Il a fallu presque 40 ans pour que le 18 octobre 1999, la France reconnaisse enfin, par une loi, que, par les moyens engagés comme par les risques permanents encourus, ce fut bien à une guerre que participèrent tant de jeunes Français en Algérie. Elle achevait d'inscrire cette génération, celle de ceux qui avaient eu 20 ans en Algérie, dans le fil des générations du feu.

Aujourd'hui, le choix de cette date du 18 octobre pour honorer les combattants de la guerre d'Algérie est le symbole de la volonté de la nation qu'il n'y a plus de place ni pour le déni ni pour le silence.

Ce silence qui ne doit plus durer c'est encore celui qui a trop longtemps entouré le sort de ceux qui s'étaient engagés dans les

formations supplétives de l'armée, les Harkis. C'est aussi celui qui enveloppe les disparus militaires et civils de cette guerre, dont la mémoire hante ceux qui leur ont survécu.

Les combattants français en Algérie, appelés, rappelés, engagés, ont livré le combat dont la République les avait chargés.

En choisissant d'achever aujourd'hui le cycle des commémorations du 60<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Guerre d'Algérie en leur rendant hommage, le Président de la République nous rappelle que l'immense majorité d'entre eux, par leur bravoure et par leur dignité, ont démontré qu'il n'y pas de grand combattant sans boussole morale.

Alors que la guerre sévit une nouvelle fois aux portes de l'Europe, le courage de ces hommes nous prouve qu'une société sans forces morales serait condamnée à l'errance à l'heure des choix stratégiques, quand se décide l'avenir des nations.

Vive la République

Vive la France

\* \* \*